

Un petit air de «glasnost»

Antoine Clapik - Rangoon

L'opposante et Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi a qualifié de «positifs» les changements déjà intervenus. A la tête de l'Etat, les relations sont tendues entre réformistes et radicaux

Il souffle sur Rangoon un air de perestroïka. Depuis la formation au printemps d'un gouvernement civil composé surtout d'anciens généraux issus d'une junte militaire cruelle et corrompue qui s'est «autodissoute» le 30 mars, on est en train d'assister à une accélération du processus censé mener la Birmanie vers une «démocratie disciplinée», selon les propres termes du pouvoir.

«Nous jouissons en ce moment d'un degré de liberté politique réel. Je suis aujourd'hui plus optimiste que je ne l'étais il y a quelques mois», juge Toe Kyaw Hlaing, ancien président du syndicat des étudiants en médecine durant le mouvement démocratique de 1988, noyé dans le sang par la soldatesque birmane. Emanant d'un homme qui voit régulièrement Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition et dissidente divinisée, une telle remarque en dit long sur les changements en cours. The Lady (la Dame), comme tout le monde l'appelle ici, exprime désormais, pour la première fois, son optimisme. En termes mesurés, certes, mais qui tranchent sur le scepticisme qu'elle affichait depuis sa libération, en novembre 2010, au terme de sept années continues de résidence surveillée.

Depuis qu'elle a rencontré, le 19 août, le président Thein Sein, elle répète qu'elle pense que ce dernier cherche à provoquer des changements «positifs». Même si la «question de savoir jusqu'où il pourra aller mérite d'être examinée», comme elle l'a indiqué, le 18 septembre, à l'AFP.

Rien n'a filtré de précis sur la teneur des discussions lors de cette rencontre inopinée qui a symbolisé avec éclat la politique d'ouverture. Mais selon une source birmane, l'épouse du président aurait, avant le dîner en intimes, spontanément pris dans ses bras l'ancienne bête noire du régime!

La plupart des analystes restent prudents sur la pérennité de la glasnost à la sauce birmane. «Les réformistes ont pour l'instant la main sur l'appareil d'Etat, mais les durs du régime, les affidés – de l'ancien dictateur Than Shwe – sont en mesure de fomenter un putsch au cas où le processus démocratique irait trop loin», estime une personnalité birmane familière du premier cercle du pouvoir, qui requiert le plus strict anonymat.

Au plus haut sommet de l'Etat, les relations seraient plus que tendues entre le chef de l'Etat et son vice-président, Tin Aung Myint Oo, considéré comme le chef de file du clan des ultraconservateurs, peu enclins à accepter une trop grande libéralisation du système. «Il faut que le président aille vite s'il veut éviter de voir la faction adverse reprendre la main», affirme Kin Zaw Win, un ancien dentiste reconverti de longue date en militant des droits de l'homme, ce qui lui a valu 11 ans de prison, dont il est sorti en 2005.

Mais cet intellectuel, qui se présente comme l'un des soutiens d'une «troisième force», incarne aussi l'évolution du changement politique: «Je ne suis ni pour le gouvernement ni pour la Ligue nationale pour la démocratie [ndlr, le parti d'Aung San Suu Kyi], explique-t-il. En Birmanie, on a trop tendance à voir les choses en noir et blanc. La troisième force est dans la zone grise.»

Si le pouvoir est divisé, la faction des «libéraux», dont le pedigree ne reflétait pas autrefois une obsession excessive pour la liberté d'expression, a réussi à démontrer sa volonté de réforme. Un pragmatisme visible sur le terrain de l'économie, où l'on peut entrevoir les prémices d'une libéralisation d'un système longtemps corseté par la junte. «C'est l'économie qui est le vrai ressort de ce début d'ouverture politique», estime un observateur.

Qui aurait pensé que l'actuel chef de l'Etat, cet ex-premier ministre au charisme incertain, général de la bande de galonnés qui ont mis le Myanmar en coupe réglée depuis 1962, deviendrait l'homme par qui un souffle d'air est en train de s'engouffrer sur la vallée de l'Irrawady? «Pas grand monde», répondent les analystes étrangers dans Rangoon, capitale économique du pays depuis que le régime a déplacé la capitale à Naypyidaw, une ville construite au milieu de nulle part sur la route de Mandalay.

Personne ne se faisait trop d'illusions sur l'impact réel des élections générales du 7 novembre 2010, considérées comme largement truquées et qui avaient plébiscité le parti au pouvoir, l'Union pour la solidarité et le développement (USDP). D'autant que 35% des sièges sont réservés à l'armée, au parlement de Naypyidaw.

Mais les choses se sont précipitées durant cet interminable été de mousson. La censure sur la presse s'est sensiblement assouplie. «En fin d'année dernière, on avait voulu publier une interview questions-réponses avec Aung San Suu Kyi», raconte Thomas Kean, rédacteur en chef de l'édition anglaise de l'hebdomadaire The Myanmar Times. «Désormais, on parle d'elle régulièrement dans nos colonnes, même si nous sommes toujours soumis à la censure préalable avant publication.»

Le jeune Australien pose sur son bureau des exemplaires caviardés des dernières publications. Rien de très méchant, au regard des pratiques habituelles: suppression d'un paragraphe du passage d'un article mentionnant que la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton restait «sceptique» quant à la réalité du processus démocratique en cours, interdiction de mettre à la une des portraits de représentants de l'opposition. Dans les rues de Rangoon, on voit des scènes incroyables: des vendeurs de journaux à la criée brandissent des publications où le visage souriant d'Aung San Suu Kyi s'affiche en première page...

D'autres signes d'ouverture se sont accumulés. Le 17 août, le président Sein a annoncé que les exilés politiques pouvaient revenir au pays. Des rumeurs circulent à propos de l'éventualité d'une prochaine libération graduelle des quelques 2100 prisonniers politiques, même si rien de concret n'indique que cet élargissement aura lieu bientôt.

Le 18 août, le président a fait des ouvertures de paix aux groupes armés des ethnies minoritaires qui continuent de batailler dans les territoires frontaliers. Ils exigent la mise en place d'une véritable fédération où ils pourraient jouir d'une forme d'autonomie. C'est sans doute là où les perspectives sont les plus sombres: l'armée continue de commettre de terribles atrocités contre les populations civiles shan, karen, kachin, dans ces régions.

La poursuite de ces exactions limite la possibilité pour les Américains et les Européens de lever les sanctions économiques contre un gouvernement qui rêve de légitimité internationale. Il espère notamment se voir attribuer la présidence tournante de l'Association des pays du sud-est asiatique (Asean), en 2014, ce qui expliquerait en partie l'ouverture en cours. Mais la Birmanie a encore un long parcours à accomplir si elle veut se débarrasser de son costume d'Etat paria.